

16 avril 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les actions en faveur de la médecine de proximité, à Livry-Gargan le 16 avril 2010.

Mesdames et Messieurs,

Pardon de vous avoir fait attendre. J'ai eu le plaisir d'être reçu sur la commune de Livry-Gargan et j'en remercie le maire, qui a participé à notre déjeuner en compagnie de Roselyne BACHELOT et de Claude EVIN, le directeur de l'agence régionale de Santé.

Nous avons rencontré un certain nombre de praticiens, de professionnels de la santé qui exercent en libéral, notamment en cabinet de groupe. Je veux m'informer de tous les problèmes de la médecine de proximité.

Avec Roselyne BACHELOT, nous nous sommes beaucoup intéressés aux questions de l'hôpital. Il faut maintenant que nous nous focalisions sur la médecine de proximité. Sur dix médecins qui arrivent aujourd'hui, un seul s'installe en libéral, ce qui témoigne vraiment d'un problème structurel. Nous avons besoin pour soulager l'hôpital d'avoir un réseau de santé bien réparti sur l'ensemble du territoire. Dans un département comme le département de la Seine-Saint-Denis, en 10 ans il y a eu 300 médecins généralistes de moins. On ne peut pas tout réduire à la discussion tous les trois ans ou tous les cinq ans d'une convention entre l'assurance maladie et les professionnels. Il faut donc apporter des réponses structurelles au malaise de la médecine de proximité.

Je veux m'y investir aux côtés de la ministre de la Santé. Nous avons décidé de confier à Elisabeth HUBERT, que je remercie de l'avoir acceptée, une mission qui va s'étaler entre le mois de mai et le mois de septembre pour nous proposer des mesures structurelles de façon à ce qu'il y ait à nouveau des jeunes qui souhaitent épouser la carrière de généraliste. De nouveaux médecins qui souhaitent épouser l'itinéraire de la médecine de proximité. Une meilleure répartition démographique des médecins, car il n'est pas acceptable qu'il y ait des quartiers à sur-densité médicale et des départements entiers à sous-densité médicale.

Nous en avons profité avec Roselyne BACHELOT pour résoudre un certain nombre de problèmes d'actualité, conformément d'ailleurs à ce que souhaitait l'arbitre M. FRAGONARD, pour annoncer que la consultation C passera de 22 à 23 euros à la fin de l'année. La décision est prise. D'autre part, les médecins généralistes qui ont été reconnus par leur Ordre comme spécialiste, pourront coter CS s'ils sont spécialistes et reconnus comme tels. Il n'y a aucune raison qu'ils ne puissent pas coter comme des spécialistes.

Mesdames et Messieurs, vous l'avez compris, ce sont des décisions structurelles et importantes que nous allons être amenés à prendre. La France a l'un des meilleurs systèmes de santé au monde. On a besoin de médecins, de médecins de qualité. Leur travail est bien difficile, leur responsabilité est extrêmement lourde. Nous allons poser le problème de la formation. Il est profondément anormal que des étudiants qui ont une vocation médicale, sous prétexte qu'ils ne sont pas des mathématiciens hors pair, ne puissent pas accéder au diplôme de médecin. Nous allons poser la question de la formation continue. Nous allons poser la question de la rémunération qui doit être différenciée. Ce n'est pas simplement la consultation qui fait la rémunération. Il y a tout le dialogue, l'écoute. Nous allons poser la question de l'intéressement des médecins de proximité aux efforts de rationalisation des dépenses de santé. Nous allons poser la question de l'inflation de paperasserie, de demandes multiples qui font qu'aujourd'hui un médecin passe plus de temps à remplir des formulaires qu'à donner du temps à son patient. On

médecin passe plus de temps à remplir des formulaires qu'à donner du temps à son patient. On m'indiquait, c'est un détail mais il est extrêmement révélateur, que pendant des années on a demandé au médecin de mesurer la taille d'un enfant de la tête au bas du dos. Un jour on a arrêté de demander et on ne sait toujours pas pourquoi on l'a demandé pendant des années. Ce sont tous ces chantiers que nous allons mettre en oeuvre avec Roselyne BACHELOT. La mission que conduira Elisabeth HUBERT doit la mener très souvent sur le terrain. Avec la ministre de la Santé Roselyne BACHELOT, nous allons rencontrer bien sûr les organisations les organisations de médecins. Et en même temps je multiplierai avec la ministre les occasions de rencontres pour prendre le pouls du terrain et je veux vraiment que l'on règle les problèmes structurels de la médecine de proximité. C'est un problème qui dure depuis des années. Avec le maire, M. CALMA, qui connaît bien ces sujets, on a parlé aussi du numerus clausus, des dégâts que cela avait faits. Chacun comprend bien que ce n'est pas un problème d'opposition, de droite ou de gauche. C'est un problème essentiel si on veut garder une médecine de qualité et un accès à la médecine pour chacun d'entre nous. Nous avons un bon système mais ce système doit évoluer. Il doit changer et je suis prêt vraiment à assumer des décisions lourdes, structurelles pour apporter une réponse.

Je vous remercie et je remercie le maire pour le beau temps et pour l'accueil.